



BÉCHIR BEN YAHMED

L'urgence d'agir



LA FRANCE INQUIÈTE ses partenaires et ses amis, car elle leur donne l'impression d'être mal gouvernée et de naviguer à vue. Son économie, la deuxième du continent européen, souffre de déséquilibres qu'il faut résorber sans plus tarder, mais le pays se refuse à renoncer, fût-ce partiellement et pour un temps, aux avantages acquis et aux habitudes prises !

Ses gouvernants successifs, de droite comme de gauche, ne savent comment s'y prendre pour convaincre les Français de la nécessité de vraies et douloureuses réformes. Ils s'en tiennent donc, depuis plus de dix ans, à des demi-mesures qui maintiennent le pays dans l'illusion de la bonne santé.



La courbe du chômage culmine à près de 11% de la population active - à plus de 20% pour les jeunes - et refuse obstinément de s'inverser ; l'endettement se rapproche dangereusement de 100% du PIB ; l'économie a cessé de croître, le pays se désindustrialise et sa balance commerciale est déficitaire : *chaque jour, la France importe pour 150 millions d'euros de plus qu'elle n'exporte !*

Cette même France est fort heureusement dotée d'institutions solides, créées par le général de Gaulle il y a plus d'un demi-siècle. Son président en exercice, François Hollande, a été élu au suffrage universel il y a dix-huit mois pour un mandat de cinq ans ; il est assuré d'une majorité au Parlement et il a

pu composer librement son gouvernement. Mais le président, son Premier ministre et son gouvernement, à l'exception du ministre de l'Intérieur, sont devenus si impopulaires qu'ils ne peuvent presque plus agir.

L'accroissement de la pression fiscale qu'ils ont édicté est, depuis la rentrée de septembre, le principal moteur de la contestation de l'action gouvernementale,

laquelle est devenue erratique : on ne compte plus les mesures auxquelles le gouvernement a dû renoncer après les avoir annoncées.

La situation est si incertaine que certains parlent de « crise de régime ».

La situation est désormais si incertaine que d'aucuns

ont pu parler de « crise de régime ». Sans aller jusque-là, d'autres ont conjuré François Hollande de changer de Premier ministre ou de dissoudre l'Assemblée pour que le pays se donne une nouvelle majorité.



Le président français prendra-t-il, dans les prochaines semaines, une décision d'envergure qui sorte le pouvoir de l'« état de disgrâce » où il se trouve ? Le peut-il encore et sait-il déjà ce qu'il va faire ?

Dix-huit mois après l'avoir élu, les Français se demandent : « Qui est François Hollande ? » Et certains d'entre eux se souviennent que sa compagne, Valérie Trierweiler, avait prévenu : « *Nul ne sait qui est François Hollande, pas même moi.* »

L'opposition a-t-elle tort de soutenir qu'il n'est certainement pas l'homme qu'il faut pour la nécessaire réforme de la société et de l'économie françaises ? ●●●

●●● Ses prédécesseurs de droite, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, ont montré qu'ils ne l'étaient pas davantage : bien que différents l'un de l'autre, le second étant même en rupture avec le premier, ils se sont gardés tous les deux d'imposer à leurs concitoyens les réformes et les sacrifices qu'ont consentis les Canadiens, les Suédois, les Allemands... suivis, depuis le début de la crise en 2008, par les Grecs, les Italiens, les Irlandais, les Portugais et les Espagnols.

Aucun des présidents élus depuis le début de ce siècle n'a osé appeler les Français à payer le prix du laxisme de ses prédécesseurs, celui de l'adaptation à la mondialisation et, enfin, celui de la crise.

On a dit de la France qu'elle est rétive aux réformes et n'avance que par petites ou grandes révolutions. S'il en est ainsi, l'actuel quinquennat de François Hollande ne s'achèvera pas en 2017 sans que la France ait été traversée de secousses révolutionnaires aux conséquences difficiles à prévoir, car l'examen des chiffres de l'économie a conduit les observateurs les plus avisés, français ou non, au même impératif catégorique : « La France doit agir. »

L'un d'eux, grand chef d'entreprise et proche par ses idées de la gauche, a fait de cet impératif le titre d'un livre qu'il vient de publier.

Dans *La France doit agir*¹, Jean-Louis Beffa constate que « *la France a laissé, avec la complaisance de l'ensemble de sa classe politique, son taux de chômage monter, ses comptes extérieurs se fragiliser, son endettement exploser, ses finances publiques se creuser, son industrie s'amenuiser, son effort de recherches se ralentir* ».

Et il en conclut : « *La crise ne rend que plus urgentes des réformes qui étaient depuis longtemps nécessaires... La voie est étroite car François Hollande doit relever le défi qui consiste à marier la réforme et l'ADN national.*

Il a plus de chances de réussir car il a moins le choix et dispose de moins d'armes de réserve pour contourner l'obstacle. »

Jean-Louis Beffa ne dit pas dans son livre que François Hollande, qu'il connaît bien, est réputé pour sa propension à contourner les obstacles au lieu de les affronter.

Mais, dans un article paru dans *La Tribune*, il constate que « *le président Hollande continue de choisir le compromis et de fausses réformes alors que la France a besoin d'un système de gouvernement beaucoup plus décisif* ». Il ajoute : « *Le président se trompe en croyant que la reprise économique va le sauver dans la deuxième partie de son mandat... Il y a urgence à agir... »*

Il y a urgence à agir, en effet, car la dérive des comptes de la France est à la limite du supportable. Les amis et les partenaires de ce grand pays pressent son président de le faire, mais aucun signe ne montre que François Hollande est à l'écoute d'un tel appel.

L'entendrait-il et se déciderait-il à agir qu'il devrait se donner le gouvernement et la majorité parlementaire lui permettant de mener une action résolue et d'envergure.

À l'évidence, en cette fin d'année 2013, il ne les a pas.

● Jean-Louis Beffa a été le PDG de Saint-Gobain de 1986 à 2007 ; il avait déjà publié en janvier 2012, chez le même éditeur (Le Seuil, Paris), *La France doit choisir*.